

Les causes et les remèdes des conflits pétroliers du Delta du Niger

Les fortunes économique et politique du Nigéria, et la capacité du pays à jouer un rôle stabilisant dans la région africaine, dépendent de la résolution du conflit qui persiste dans la zone du delta du Niger. Le delta couvre neuf états, sur un total de 36, et 185 des 774 gouvernements locaux de la fédération nigérienne. Il occupe une étendue totale de 75,000 mètres carrés et constitue la troisième plus grande zone humide de la terre. Le recensement Nigérien de 2006 montre que 30 million d'habitants, sur une population

total de 185 million, résident dans la région du delta du Niger. La quasi-totalité des réseaux de gaz et de pétrole du Nigéria sont situés dans la région. Depuis 1990, le pétrole et le gaz représentent environ 40% du produit intérieur brut (PIB). Entre 2000 et 2004, ces deux industries ont engendré 75% des revenus totales du gouvernement, et ont généré 97% des échanges commerciaux. En plus d'être essentiel à la viabilité financière du Nigéria, le delta du Niger est important pour la sécurité énergétique mondiale.

Analyse de la situation

La situation sécuritaire de la région du delta du Niger est tendue et fragile. Il y a un quasi-effondrement de l'ordre public, causée par des systèmes et structures de gouvernance traditionnelle qui ont été sérieusement érodées – résultat de la négligence et des crises sociales perpétuées. Les structures traditionnelles ont été remplacées par des milices et des réseaux d'escroquerie offrant protection à quiconque pouvant payer. Des structures étatiques, comme les conseils de gouvernance locales, sont éloignées des réalités des gens ordinaires et ont peu d'impact sur leur vie. Ces structures de gouvernance existent seulement sur papier, et constituent plutôt un embêtement importun pour les communautés. L'ampleur des déploiements militaires dans la région indique que le delta du Niger est actuellement une zone de guerre. Malheureusement, des déploiements de troupes qui coutent au gouvernement nigérien des millions de dollars chaque mois n'ont eu qu'un minimum d'impact positif sur la sécurité de la région.

La possibilité de l'existence d'éléments sympathique à la cause des milices au sein de l'armée nigérienne (il y a plusieurs groupes de militants, dont un des plus importants est le Mouvement pour l'Émancipation du Delta du Niger (MEND) est en soi révélateur d'une nouvelle tendance où la plupart des représentants des groupes ethniques minoritaires se mobilisent autour des questions de contrôle des ressources, et de droit à l'autodétermination. Il s'agit là

d'un départ progressif des rivalités intra-régionales – qui ont toujours affaibli les collaborations possibles – vers des initiatives pan-delta.

Depuis la fin des années 1990, quelques groupes de la région du delta du Niger ont progressivement fait front commun pour répondre aux défis de développement de la région. La campagne menée pour le «contrôle des ressources» (c'est-à-dire, permettre aux territoires qui produisent du pétrole de posséder et de contrôler son exploitation et de contribuer avec un pourcentage de ces revenus à la Caisse fédérale) et les droits civils par les peuples du delta, a constitué un point de ralliement. Cet élan de changement est en partie le résultat de la prolifération de mouvements régionaux non ethniques, provenant de la société civile, et de l'émergence de gouverneurs civils indigènes. Entre 1984 et 1999, les gouverneurs militaires étaient nommés par le commandant en chef, envers qui ils étaient redevables. Ils n'avaient pas la prétention de représenter les intérêts des peuples des états qu'ils géraient, mais étaient plutôt préoccupés de maintenir l'ordre public à tout prix. Cette approche de la gouvernance a prédisposé des gouverneurs non indigènes à travailler contre le mouvement de solidarité régional. En effet, certains d'entre eux étaient perçus comme utilisant des stratégies de «diviser pour mieux régner» afin de maintenir l'hégémonie. L'insensibilité des gouverneurs militaire et leur préférence pour des réponses musclées face

à l'agitation communautaire a contribué à la militarisation des conflits dans le delta. Par conséquent, la démocratisation et l'émergence des gouverneurs élus depuis 1999, a permis la promotion de la solidarité dans la région du delta du Niger et la mobilisation pour l'accès aux revenus du pétrole pour le développement de cette région, paradoxalement riche en pétrole, mais largement sous-développée.

Les causes du conflit dans la région du Delta du Niger

Le funeste mélange entre l'insurrection et la criminalité, comme en témoigne l'implication des groupes armés dans les prises d'otage, le «bunkering» illégal du pétrole (le siphonage du pétrole des oléoducs et sa vente illicite sur le marché noir), le raffinement et le commerce illégal, ainsi que la prolifération de groupes criminels déguisés en militaires, a popularisé l'idée parmi certains cercles, que les conflits dans le delta du Niger seraient entretenus par la cupidité de certains personnages. Ce point de vue défend que les conflits sont engagés par des élites politiques et traditionnelles qui réclament un plus grand pourcentage des revenus du pétrole qu'elles détournent; les conflits sont combattus par des jeunes intéressés à partager les gains de l'état, des élites locaux, des sociétés pétroliers, ou à accéder aux profits illicites du vol de pétrole. Bien qu'il existe des éléments de vérité dans cette perspective, elle propose une explication très simplifiée des développements de la région. Le soi-disant «renouveau de l'économie politique» est dominé par l'économisme, manque sérieusement d'un point de vue politique et ne tient pas du tout compte de l'histoire. Ceci est en partie dû au fait que les soi-disant phénomènes de kleptocratie et d'opportunisme endémique ne sont pas placés dans leur contextes sociaux.

Les revendications pour une plus grande part des revenus du pétrole a ses racines dans le fédéralisme concurrentiel du Nigéria. Entre 1953 et 1960 – la période d'autonomie et d'indépendance – les régions retenaient 100 pour cent des revenus, basée sur le principe de dérivation. Lors de l'indépendance, la proportion des revenus attribués sur la base de dérivation a été réduite à 50 pour cent. Le rôle grandissant du gouvernement fédéral et le début de l'exploitation commerciale du pétrole ont forcé ce changement. Tous les partis politiques et leur acteurs préféraient un tel arrangement, car le développement autonome était garanti et la concurrence saine stimulée entre les états fédérés, puisque chaque état était doté d'une culture de rente. Toutefois, de 1970 à 1999, la dérivation fut progressivement réduite de 45 à 3 pour cent, le gouvernement fédéral prenant la plupart des revenus. Cette période a coïncidé avec celle pendant laquelle le pétrole est devenu la plus grande source de revenus pour le pays. Comme les ressources pétrolières se trouvent surtout dans le delta du Niger, qui est habité par des groupes ethnique minoritaire, la modification des règles de dis-

tribution des revenus a été perçue par les minorités du delta comme un stratagème orchestré par les trois principaux groupes ethniques du Nigéria (Hausa-Fulani, Yoruba et Igbo) pour les exploiter.

Ce sentiment d'exploitation et d'injustice, provoqué par ce que certains commentateurs ont décrit comme une forme de «colonialisme interne», a été aggravé par le fait que les décisions de centraliser les ressources de pétrole ont été prises et imposées par des régimes fédéraux militaires (et par leurs successeurs élus), représentant des forces sociales dominantes. Le projet centralisateur de construction national – financé par les pétrodollars – mis de l'avant par les militaires dans le Nigéria de l'après-guerre civile, s'est en réalité concrétisé comme un transfert quasi-total des richesses du pétrole du delta du Niger vers d'autres régions du pays. Le processus de développement national contribuait paradoxalement au sous-développement du delta de Niger, puisque la région qui produisait le pétrole, qui propulsait le développement, manquait d'infrastructures et de facilités essentielles. En outre, aucun lien n'existe entre la contribution de la région à la caisse publique, et sa représentation au sein du gouvernement fédéral, sa bureaucratie et ses agences publiques.

La marginalisation politique a été aggravée par l'échec des industries pétrolières de production et d'export, qui n'ont pas généré d'emploi, de croissance économique ou de développement dans la région. L'industrie pétrolière est demeurée, pendant 50 ans, une économie d'enclave, avec peu ou sans liens avec l'économie régionale. L'industrie pétrolière dépend des importations ; tant au niveau de la main-d'œuvre, de la technologie que des biens de consommation. L'industrie de service qui supporte l'industrie pétrolière est dominée par des intérêts étrangers. Les excédents pétroliers n'ont pas été réinvestis dans la transformation de l'agriculture et de l'aquaculture local, des domaines qui emploient bon nombre de la population du delta. Au contraire, la pollution pétrolière a affecté négativement l'agriculture et la pêche, menaçant ainsi les moyens de subsistance et les cultures des habitants. Avec l'agriculture menacée, il n'y a eu aucune expansion dans le secteur agricole, l'industrie pétrochimique et le tourisme ; le chômage et le sous-emploi (à 8,8 et 26,2 pour cent respectivement) sont plus élevés dans le delta du Niger que dans d'autres régions. Les moyennes nationales correspondantes sont de 5,3 et 20,2 pour cent respectivement. La différence est d'autant plus marquée lorsque nous regardons le chômage et le sous-emploi chez les jeunes. La richesse liée à l'industrie pétrolière – qui n'a généré aucun effet de percolation – a également créé un profond sentiment d'inégalité, d'aliénation, de frustration et de ressentiment. Au cours des dernières années, ce sentiment de ressentiment a été aggravé par les modes de vie ostentatoires de l'élite politique du delta du Niger, qui ne s'est pas comportée de façon

responsable, ni transparente, en gérant des caisses noires résultant de l'augmentation d'attribution des revenus à 13 pour cent, conformément à la constitution nigérienne de 1999, mise en œuvre en 2000. À cause des contradictions du «complexe pétrolier», le plus haut taux d'inflation du pays afflige la région du delta du Niger. Tout, y compris l'essence et l'eau, est plus cher dans cette région où ces ressources y sont les plus abondantes. Ainsi, bien que l'incidence de la pauvreté soit de 35 pour cent dans la région du delta par rapport à la moyenne nationale qui s'élève à 54 pour cent, l'auto-évaluation des personnes interrogées indiquerait que le nombre de très pauvres soit plus élevé dans la région du delta du Niger. Comme le coefficient Gini est aussi le plus haut du pays, ceci n'est pas surprenant, et souligne le haut niveau d'inégalité en ce qui attrait à la distribution des revenus et des richesses. Le cocktail de marginalisation politique, de répression, de pauvreté abjecte et d'exclusion sociale représente des raisons légitimes de mobilisation pour les groupes violents.

Des groupes militants comme des monstres de Frankenstein

L'émergence du Mouvement pour l'émancipation du Delta du Niger (MEND), a depuis 2006 marqué le début d'une nouvelle phase de conflits sociaux dans le delta du Niger. Historiquement, la mobilisation violente était localisée et elle était menée par des acteurs locaux revendiquant leurs intérêts. Il était donc plus facile pour l'État et pour les systèmes de sécurité des sociétés pétrolières d'isoler, de mettre hors d'état, de nuire ou de démanteler ces réseaux regroupant quelques acteurs principaux. MEND représente l'équivalent stratégique du rassemblement des forces sociales du delta du Niger sous la banderole de contrôle des ressources et d'auto-détermination. Le «succès» et la «résilience» de MEND peuvent être attribués à sa structure de direction imprécise, ses attaques audacieuses bien rendues publiques – en se servant de technologie et de mode de propagande sophistiqués – et son modus operandi en tant que coalition incertaine de groupes militants autonomes opérant à travers la région.

Le discours sur la mobilisation par l'élite autour des conflits persiste, en supposant que des élites ambitieuses et futées mobilisent la masse conciliante dans l'action collective. Cette idée simpliste nie la capacité d'action des classes subalternes. Dans le delta du Niger, de jeunes militants sont perçus comme de la chair à canon, manipulés par des élites habiles. La situation sur le terrain est plus complexe. À de nombreux égards, la queue a remué le chien. La radicalisation des élites dans le delta du Niger a été, en grande partie, une réponse au mécontentement général des groupes n'appartenant pas à l'élite. Au début des années 1990, la région a commencé à connaître une crise de leadership. Avant cette période, les élites du delta du Niger étaient conservatrices et préféraient le status quo. En

termes d'alignement politique par exemple, les élites dominantes du delta du Niger supportaient et adhéraient aux principaux partis politiques, dont on croyait qu'ils représentaient les intérêts de l'élite dominante, Hausa-Fulani. Les chefs coutumiers et les dirigeants politiques fraternisaient avec les cadres des sociétés pétrolières et les officiers militaires de haut rang. À court-terme, ces alliances étaient avantageuses pour les chefs coutumiers et les dirigeants politiques. Cependant, l'écart croissant entre les chefs et leurs communautés a mené à croire que les chefs s'enrichissaient sur le dos des communautés et de leurs ressources. Cette méfiance envers les élites, vues comme des traîtres, a donné lieu à des attaques contre les palais et les maisons des chefs, au détronement et au bannissement des quelques dirigeants, à la prise de contrôle des structures de gouvernance communautaires par les jeunes et ainsi de suite. Dans certains cas, comme avec les Ogoni, les communautés ont soutenu, au début des années 1990, des éléments plus radicaux tels que le MOSOP (Movement for the Survival of the Ogoni People), afin qu'ils départissent de leur pouvoir les élites modérées et conservatrices.

Les élites du delta du Niger, en réalisant que les électeurs de la région n'étaient plus dociles ni passifs, se sont radicalisées. Les jeunes ont été le groupe le plus efficace pour forcer les dirigeants à rester vigilant. À travers la région, des jeunes ont guillotiné des chefs, ils ont remplacé un chef par un autre, ils ont complètement pris le pouvoir des comités communautaires de développement et ont promu le rajeunissement de la société civile. Par exemple, l'IYC (Ijaw Youth Council) a joué un rôle prédominant dans la revitalisation de l'INC (Ijaw National Congress) en 1999. Bien que les jeunes aient été proactifs, ils n'étaient pas autonomes. Les jeunes ont, à bien des égards, émergés par inadvertance comme des monstres de Frankenstein. La plupart, sinon la totalité, des groupes militants qui opéraient dans la région ont reçu le soutien des acteurs dominants. Bon nombre des groupes ont émergés comme des «consultants» en matière de sécurité, engagés par des sociétés pétrolières afin de protéger leurs installations contre le vandalisme des groupes criminels ou celui des membres fâchés des sociétés pétrolières. Certains ont été mobilisés et armés pour se battre dans des conflits intercommunautaires. D'autres ont été mis en place et financés par des aspirants à la chefferie; ces derniers se sont ainsi donnés les moyens de leurs ambitions. Alors que d'autres ont été soutenus par des partis politiques et des politiciens dans le but d'influencer le résultat des élections. Cela peut être démontré par leur rôle dans le déclenchement de la violence, lors des élections de 2003 et de 2007, dans le but d'intimider les électeurs et de voler des votes pour leurs patrons. En l'absence de sources alternatives d'emploi, il n'est pas surprenant que, étant libéré ou abandonné par leurs patrons, les groupes aient utilisé les ressources en leur possession, des armes, à d'autres causes, criminelles ou politiques.

Conclusion

Les conflits dans la région du delta sont nés des causes légitimes, alors que les gens, comme citoyens, recherchaient une entente plus juste entre l'état nigérian et les sociétés pétrolières transnationales. Cependant, des stratégies adoptées par des acteurs clé du conflit risquent de faire que ce conflit devienne une malédiction, parce que ces stratégies viennent contrecarrer le processus qui pourrait mener à une solution positive. Les principaux acteurs semblent confus ou indécis concernant le chemin à suivre. Tout indique que la région revient rapidement à l'État hobbesien, où rien ne fonctionne. Il n'existe aucun espace ni pour le contrat social, ni pour l'industrie. Pourtant, la stabilité et des investissements massifs dans le développement social et dans l'infrastructure, sont nécessaires pour s'attaquer aux racines des conflits violents et à l'anomie dans la région. De tels efforts aideraient à adresser la perpétuelle question du chômage des jeunes, qui prédispose les jeunes à rejoindre les groupes armés. Les questions de démocratisation et de l'organisation d'élections crédible devraient être adressées beaucoup plus sérieusement. Simultanément, les capacités de l'État et des gouvernements locaux doivent être consolidés, afin qu'ils améliorent leurs performances quant à la distribution de services, l'exécution et l'imputabilité.

RECOMMANDATIONS

Le gouvernement fédéral du Nigéria et les états du delta du Niger devraient :

- Dialoguer avec, et consulter de manière inclusive et continue, les parties prenantes de tous niveaux de la société concernant des manières constructives et non-violente de résoudre les conflits complexes du delta du Niger. Une partie du processus consistera à obtenir l'autorisation des acteurs locaux impliqués, de bâtir une confiance, et d'adopter une approche intégrée avec les milices pour parvenir à un accord durable sur la cessation de la violence et des enlèvements.
- Approuver les recommandations des parties prenantes du delta du Niger, y compris le Comité Technique sur le delta du Niger (*Technical Committee on the Niger Delta*), concernant l'augmentation du pourcentage d'attribution de 13 pour cent, à un minimum de 25 pour cent. Toute législation dépassé régissant l'industrie pétrolière, devrait être revue et remplacée par des lois qui soutiennent les droits du peuple et les bonnes pratiques en matière de responsabilités sociales des entreprises. Etant donné la perception d'un climat d'injustice très répandue – qui continue à encourager la mobilisation autour du contrôle des ressources – un accord qui augmenterait le pourcentage d'attribution à 25 pour cent constituerait un important pas en avant. L'État et les gouvernements locaux qui en bénéficieraient, seront encouragés à canaliser les fonds dans des banques d'affaires, auxquelles les dirigeants du secteur privé pourront accéder pour investir dans des secteurs non-pétroliers qui créeraient de l'emploi.

- Promouvoir la déconcentration des initiatives de développement de la région, comme le NDDC (*Niger Delta Development Commission*), qui fonctionne actuellement en suivant une chaîne de commande hiérarchique, en ne consultant pas les membres des communautés. Une plus grande participation des communautés et leur appropriation du projet de développement sont des facteurs clés dans ce processus.
- Mettre en place des facteurs motivants pour l'industrie et l'entrepreneuriat local, soutenir des études sur le delta du Niger, et diversifier la croissance économique, surtout au niveau de l'agriculture et des industries liées à l'agriculture, le pétrole et le tourisme, afin de garantir de l'emploi aux jeunes.
- Renforcer la volonté politique et les capacités nécessaires pour réguler et surveiller les activités des sociétés pétrolières. Assurer la conformité stricte aux bonnes pratiques et aux normes en matière de sécurité écologique, de compensation pour la pollution, de production, de distribution et du traitement des déchets. Une date butoir pour la fin des pratiques de torchage de gaz devrait être fixée, et le département de ressources pétrolières et le Ministère de l'énergie devront s'assurer du respect de l'échéancier.
- Encourager les sociétés pétrolières locales et nationales à opérer effectivement et à entrer en compétition avec les joueurs internationaux, et ce tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières du Nigéria. Ces sociétés devraient, dans le cadre de leur mandat, porter attention aux besoins et aspirations du pays et de la région.

Les sociétés pétrolières devraient :

- Réviser leurs programmes de responsabilités sociales pour encourager des initiatives communautaires/locales intégrées et durables, en étant respectueux des droits des communautés d'accueil, et en mettant fin aux approches qui alimentent les violences intra et intercommunautaire.
- Coopérer avec le gouvernement en révisant la législation concernant le pétrole, et adhérer strictement aux règles régissant l'attribution de contrats, et les règles de compensation et de protection de l'environnement.
- Soutenir et mettre en œuvre des initiatives sur la promotion de la transparence comme le NEITI (*Nigerian Extractive Industries Transparency Initiative*), «Publier ce que vous payez» (*Publish What You Pay*), soutenir et mettre en œuvre des réformes de procédure de passation des marchés publics, des réformes fiscales, tout faire pour minimiser le gaspillage et la mauvaise gestion des ressources nécessaires à la réduction du chômage chez les jeunes, des crises sociales et de la pauvreté.

La communauté internationale devrait :

- Soutenir les communautés et les groupes civiques du delta du Niger avec des informations, des ressources et de l'assistance pour les aider à s'atteler aux défis concernant les conflits violents, la violence faite aux femmes, la pauvreté, la pollution et la dégradation de l'environnement, et à améliorer leur capacité à obtenir

leur droits démocratiques. Des groupements régionaux, des hommes-femmes d'état, des organisations humanitaires défendant les droits de l'homme, des organisations à caractère religieux, devraient être soutenus afin de jouer un rôle constructif de médiation dans le processus de construction de la paix et d'aider au développement d'un climat de confiance.

- Collaborer avec le gouvernement nigérian et les sociétés pétrolières pour mettre fin au «bunkering» illégal, en prenant les «empreintes digitales» du pétrole nigérian. Arrêter la prolifération des armes et promouvoir la dé-militarisation dans le golfe de Guinée. Cela nécessiterait l'introduction et la mise en application de mécanismes plus stricts concernant la production et la vente d'armes en zones de conflits.
- Augmenter l'assistance aux programmes de développement des capacités pour la société civile et les institutions de l'état en matière de surveillance du financement des programmes de développement communautaire. Soutenir les efforts de réconciliation et de prévention des conflits, le développement d'infrastructure et la diversification de l'économie régionale, pour garantir de l'emploi et des moyens de subsistance dans la région.
- Renforcer la coopération pour la promotion de la démocratie, la lutte contre le blanchiment d'argent et les pratiques corrompues associées aux revenus pétroliers. Soutenir le gouvernement et les sociétés pétrolières dans l'adoption de meilleures pratiques environnementales.

Suggestions de lecture

Niger Delta Development Commission, *Niger Delta Regional Development Master Plan*, Port Harcourt: NDDC, 2005.

Obi, Cyril, "Enter the Dragon? Chinese Oil Companies and Resistance in the Niger Delta", *Review of African Political Economy*, Vol. 35, No. 117, 2008.

The World Bank, *Niger Delta Social and Conflict Analysis*, Washington DC: the World Bank, 2008.

Ukiwo, Ukoha, "From 'Pirates' to 'Militants': A Historical Perspective on Anti-State and Anti-Oil Company Mobilization Among the Ijaw of Warri, Western Niger Delta", *African Affairs*, 106, 425, 2007.

United Nations Development Programme (UNDP), *Niger Delta Human Development Report*, Abuja: UNDP, 2006.

Le Docteur **Ukoha Ukiwo** est maître de conférences au Département d'études politiques et administratives de l'Université de Port Harcourt (Nigéria). Il est également associé de recherche au Centre de recherche sur l'inégalité, la sécurité humaine et l'ethnicité à l'Université d'Oxford (Queen Elizabeth House). Précédemment, il a aussi été responsable d'une unité de recherche au Centre d'études supérieures en sciences sociales (CASS) de l'Université de Port Harcourt. Ses publications récentes sont axées sur les conflits ethniques régionaux et la politique identitaire au Nigéria, ainsi que sur la démocratisation et les conflits liés au pétrole dans le Delta du Niger.